

RETARDS DANS LA RÉALISATION DES NOUVELLES VILLES

Le problème est «ailleurs», affirme Rahmani

«Le problème est ailleurs», notamment du fait de la bureaucratie. C'est ainsi que le ministre de l'Aménagement du territoire et de l'Environnement (MATE) explique les retards dans la réalisation des nouvelles villes.

**Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir)** - Certes, Chérif Rahmani, qui était,jeudi dernier, l'hôte de l'Assemblée populaire nationale lors d'une séance plénière consacrée aux questions orales, a considéré que la réalisation de ces villes est une œuvre de longue haleine. Néanmoins, une œuvre qui subit les aléas bureaucratiques. Notamment au niveau de la Commission nationale des marchés qui, dans le cas du projet d'El Ménéa (Goléa), sujet de préoccupation d'un député, n'a agréé que récemment

le cahier des charges relatif, déposé voilà quatre ans, après l'avoir rejeté pour non-conformité, entre autres contrariétés.

Ce qui n'a permis que récemment de lancer un appel d'offres pour choisir l'entreprise de réalisation. Et cela même, comme l'explique M. Rahmani, si l'entreprise chargée du lancement et de la gestion de la ville avait déjà été mise en place et les études topographiques et géotechniques déjà finalisées. Concernant le projet de

Boughezoul, Chérif Rahmani a également estimé que la construction de nouvelles villes nécessite du temps, des moyens et des études d'aménagement approfondies. Même s'il constate que toutes les études ont été achevées, l'aménagement et la viabilisation assurés à 50% sur 5 000 hectares et le tracé urbain défini.

Par ailleurs, le ministre de l'Environnement, répondant à une autre problématique, a assuré que la réalisation des centres d'enfouissement des déchets domestiques obéissait à des critères stricts en matière d'impact environnemental et de localisation notamment, mais sous l'aval des collectivités locales.

Selon Chérif Rahmani, les centres d'enfouissement comme celui de Oued Djemaâ (Relizane) fonctionne normalement même si le MATE est disposé à envoyer une mission d'enquête locale et à prendre les dispositions idoines. Dans le même sens, Chérif Rahmani a indiqué que la décharge d'Ouled Fayet sera fermée d'ici une année et remplacée par un parc, en attendant la réalisation de trois centres dans la wilaya d'Alger. Autre hôte de l'hémicycle, le ministre des Ressources en eau a tenu à rassurer les habitants de la wilaya de

M'sila contre les risques d'inondation. Dans la mesure où des opérations de protection des agglomérations et consolidation des berges des oueds sont déjà lancées ou programmées, expliquera Abdelmalek Sellal.

Ce dernier a également assuré les habitants de la wilaya de Djelfa de la disponibilité meilleure de l'eau potable, notamment dans les localités déficitaires en été, grâce aux divers projets de renforcement des réseaux dans plusieurs communes et de forage de puits.

C. B.

GRÈVE DES CORPS COMMUNS  
ET DES TRAVAILLEURS PROFESSIONNELS  
Benbouzid juge leur intégration impossible

Le ministre de l'Education nationale minimise l'ampleur de la protestation des corps communs et travailleurs professionnels. Jeudi dernier, au sortir de l'hémicycle de l'APN, Boubekur Benbouzid a assuré que la grève à laquelle a appelé le Syndicat national des travailleurs de l'éducation n'a été suivie qu'à 2% et dans six wilayas du pays.

Voire, l'intégration de ces corporations, revendiquée par le syndicat, est «impossible», affirme le ministre de tutelle. Dans la mesure où ces catégories relèvent juridiquement de la Fonction publique et que l'intégration, par ailleurs, des contractuels n'est pas toujours absolue, arguera Boubekur Benbouzid qui, au passage, considère que ces travailleurs sont «exploités» par les différents syndicats soucieux de consolider leurs bases.

Et cela même si le département de l'éducation nationale «travaille» avec une dizaine de syndicats agréés. A ce propos, Boubekur Benbouzid a indiqué que l'agrément des syndicats dépend de l'aval du ministère du Travail, voire de la Wilaya d'Alger en ce qui concerne le Conseil des lycées d'Alger (CLA) même si ce conseil peut bénéficier du soutien de son ministère.

Par ailleurs, le ministre a annoncé qu'il rencontrera, le 28 janvier prochain, les directeurs de l'éducation de 22 wilayas du Sud dont le déficit en enseignants, notamment de français, a été «définitivement pallié ». Ainsi, un millier d'enseignants, tous cycles confondus, originaires du Nord, ont été recrutés et logés dans ces wilayas du Sud et qu'il s'agit maintenant de «sédentariser».

C. B.

LA DGSN VEUT AMÉLIORER LE NIVEAU DE SES CADRES

Une formation militaire complémentaire pour les policiers

**La Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN) veut donner à la formation de ses cadres un caractère pro-militaire. En effet, le directeur général de l'Ecole supérieure de police, Chibout Farid, a qualifié de «choix stratégique» la formation de base de certains d'entre eux au niveau de l'Académie militaire inter-armes de Cherchell (AMIA).**

**Abder Bettache - Alger (Le Soir)** - La cérémonie de sortie d'une nouvelle promotion d'officiers de la sûreté nationale, des commissaires principaux et des officiers était une occasion pour les invités du patron de la Sûreté nationale, le général major Hamel Abdelghani, de «mesurer» la portée de la formation assurée à ses éléments.

C'était jeudi dernier à l'Ecole supérieure de police de Châteauneuf, baptisée depuis deux années du nom du défunt Ali Tounsi. La présence d'officiers supérieurs de l'ANP, dont le directeur

général-adjoint de l'Académie inter-armes de Cherchell ou encore un général de la Gendarmerie nationale, du ministre de l'Intérieur ou ceux de l'Information et de la Communication, de l'Habitat, des Travaux publics et du directeur général de la Protection civile, atteste de l'importance de l'événement.

Lors de son intervention, le directeur de l'Ecole supérieure de police, le commissaire principal Chibout Farid, dira que le programme de formation du corps de la Sûreté nationale a connu «une réforme radicale». Il fera savoir que la 15<sup>e</sup>

promotion des lieutenants de police et la 8<sup>e</sup> promotion des lieutenants de police femmes, sorties jeudi dernier et baptisées du nom du «martyr du devoir national» le défunt commissaire Mohamed Merisi, «sont les dernières promotions à avoir bénéficié d'une formation de 18 mois», ajoutant que celle-ci passera désormais à 24 mois.

Chibout Farid soulignera que cette démarche s'inscrit «dans le cadre de l'adaptation de la durée de formation au dernier statut de la police, aussi bien pour l'agent de police que pour l'officier». «Dans le cadre de la révision du programme de formation, les stagiaires bénéficient en plus des connaissances professionnelles, juridiques et techniques approfondies, d'une formation pratique», a ajouté le directeur de l'Ecole supérieure de police. Selon les observateurs de la question sécuritaire, le géné-

ral major Abdelghani Hamel veut visiblement apporter un grand changement au sein de la police. Ainsi, il se fixe comme principal objectif, à court et à moyen terme, le changement de fond en comble du système de formation. Cette décision n'est, en tout cas, pas surprenante dans la mesure où le général major Hamel a souvent exprimé son insatisfaction du niveau de certains policiers.

Pour rappel, la formation de base assurée à des officiers de la Sûreté nationale au niveau de l'Académie militaire inter-armes de Cherchell (AMIA) est inscrite dans le cadre de l'accord conclu entre les ministères de la Défense nationale et de l'Intérieur. Il est à rappeler aussi que le patron de la Sûreté nationale avait fait état, il y a quelques mois, de la «révision, en cours, du système de formation de la police, à la lumière des nouvelles dispositions induites par le nou-

veau statut des fonctionnaires de police, qui définit avec précision les missions incombant aux différents corps de police».

Selon lui, cette tâche «a nécessité un ajustement et une actualisation, en fonction des multiples et rapides mutations subies par la société algérienne dans divers domaines, notamment l'évolution de la criminalité».

«La nouvelle formation sera axée sur le développement des méthodes d'instruction spécialisée, par leur mise en adéquation avec les nouvelles données, tout en accordant l'importance à l'émergence de compétences, de sorte à faire des écoles de police de formation des phares de diffusion de la science et des connaissances pour outiller nos cadres et leur permettre un bon accomplissement de leurs missions», a-t-il indiqué.

A. B.

COMMERCE EXTÉRIEUR

Les patates «soufies» pénètrent le marché européen

**Des expéditions de pommes de terre vers l'Angleterre, l'Allemagne et l'Espagne devront être organisées à partir de la fin du mois de janvier. A raison de dix tonnes par semaine, tout au long de l'arrière-saison, soit jusqu'à fin mars. C'est Agro-Export, société franco-algérienne d'import-export, en vertu d'un accord avec la Chambre d'agriculture d'El Oued, qui doit placer ce produit sur ce marché européen.**

**Lyas Hallas - Alger (Le Soir)** - Pour ce faire, la société exportatrice, indique le président de la Chambre d'agriculture d'El Oued, Saâdoune Zeghib, est en train de monter une unité de conditionnement à proximité des champs de patates.

Deux variétés locales seront ainsi exportées, à savoir la spunta et la bardina. Des patates plutôt d'une qualité «bio». «A El Oued, nous n'utilisons que des fertilisants biologiques», souligne M. Zeghib.

Hier, lors de la réunion du Conseil national interprofessionnel de la pomme de terre, tenue au siège du ministère de l'Agriculture et du Développement rural,

en présence du ministre Rachid Benaïssa, le président de la Chambre d'agriculture d'El Oued a sollicité l'aide pour labelliser ces patates soufies. «Nous ignorons complètement les procédures en la matière et un accompagnement de la part du ministère pour doter nos variétés d'une appellation d'origine protégée nous serait très utile», a-t-il demandé.

Et de rappeler : «Nous avons déjà expédié, par le biais d'un autre exportateur, de petites quantités en Europe (20 tonnes par expédition), en 2006 (Italie) et en 2009 (Espagne) mais cette fois-ci, nous avons convenu avec Agro-Export d'un programme régulier d'exportation.»

«Faites-nous des propositions pour consolider la filière»

La pomme de terre est produite dans la quasi-totalité des wilayas du pays, y compris Tindouf, Tamanrasset et Illizi. El Oued est le premier producteur en Algérie. Les quatre premiers producteurs, El Oued, Aïn-Defla, Mascara et Mostaganem, totalisent, à eux seuls, 53% de la production nationale, soit un peu plus de deux millions de tonnes sur près de quatre millions de tonnes de patates produites en 2011 (3,8 millions de tonnes exactement).

Les agriculteurs d'El Oued ont ainsi réalisé la moitié des objectifs consignés dans le contrat de performance signé avec les services agricoles de la wilaya. Actuellement, ils implantent 18 000 ha pour produire ces tubercules d'arrière-saison (35 000 dans le contrat de performance) et 8 000 autres pour produire les tubercules de saison (récoltes d'été). «Même s'il existe des producteurs qui

réalisent plus de 500 ha par hectare, le "Club des 500", comme on les appelle, le rendement moyen par hectare dans la wilaya est d'environ 200 q seulement alors que l'objectif est de 350», a précisé M. Zeghib.

En effet, la filière de la pomme de terre s'est développée de manière remarquable depuis l'adoption du Système de régulation des produits agricoles de large consommation (Syrpalac), dont l'objectif est «d'éponger les surplus de production et de mettre sur le marché des quantités stockées à des périodes de soudure».

Le Syrpalac assure aux producteurs de la pomme de terre un revenu minimum de 20 DA par kilogramme.

Un revenu qui augmente proportionnellement à la demande. La production a pris une courbe ascendante depuis 2008, et de 2,2 millions de quintaux, elle est passée à 3,8 millions en 2011. La filière semble, par contre, atteindre ses

limites, à en croire le ministère de l'Agriculture et les mécanismes la régulant nécessitent, désormais, des améliorations afin de les adapter aux évolutions du marché.

La réunion du Conseil national interprofessionnel de la pomme de terre avait justement pour objectif d'écouter les avis des professionnels.

«Formuler des propositions concrètes et présentez-nous des dossiers ficelés. Vous avez mon accord de principe pour satisfaire des demandes précises, que ce soit par la promulgation de textes réglementaires, l'ordonnance d'aides matérielle ou autre», a déclaré le ministre Rachid Benaïssa.

Le Conseil national interprofessionnel de la pomme de terre a installé des ateliers pour formuler des propositions au sujet de la semonce, la mécanisation, la régulation et même la communication. Rendez-vous dans deux mois.

L. H.